

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2021)
Heft: 5

Artikel: F-35 : une décision forte et intelligente du point de vue politique
Autor: Gygax, Markus
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-977720>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Aviation

F-35 : Une décision forte et intelligente du point de vue politique

Divisionnaire Markus Gygax

Ancien commandant des Forces aériennes

La décision prise par le Conseil fédéral est forte, parce qu'elle repose sur des arguments objectifs, étayés par le meilleur résultat ; elle permet de réagir contre la menace d'initiative populaire brandie par les détracteurs de l'armée. Cette décision est également politiquement intelligente parce qu'elle envoie un signal clair tant à l'intérieur que vers l'extérieur. À l'intérieur, elle montre que le Conseil fédéral soutient l'armée et ses soldats en les dotant, pour garantir la sécurité de notre pays, des moyens les plus performants et les plus modernes dans le domaine de la protection de l'espace aérien. Et vers l'extérieur, le Conseil fédéral fait comprendre que la Suisse soutient la neutralité armée tout en contribuant à la sécurité en Europe par l'acquisition de systèmes de défense aérienne de pointe.

L'histoire nous enseigne que l'absence d'effort de défense est contre-productive et, à terme, préjudiciable à la population. Comme le prévoit notre Constitution fédérale, l'Armée suisse ne doit mener une guerre qu'en situation extrême. Elle doit surtout prévenir des conflits armés. Pour cela, elle doit montrer sa force et sa détermination. Telle est la tâche de notre gouvernement qui en assume la responsabilité. Un groupe qui préconise une Suisse sans armée ne peut pas être responsable. Il fait preuve de légèreté dans ses déclarations. Le nom même du groupe trahit ses intentions. Il est par conséquent vain de débattre avec lui à propos de systèmes d'armes ; il entend purement et simplement abolir l'Armée suisse. Le GSsA a été fondé en 1982 (!), au moment où l'Europe se trouvait à la veille d'un conflit, avec 50'000 blindés massés à l'Est et de nouveaux missiles nucléaires SS-20 déployés à la frontière avec l'Ouest. La poussée vers l'Atlantique était planifiée en détail. Après la chute du mur de Berlin, j'ai pu en parler avec un pilote de MiG-29 de l'Armée populaire nationale de la République démocratique allemande (RDA). Il connaissait très bien ses objectifs d'attaques. La catastrophe d'une confrontation entre les deux blocs a pu être évitée grâce à la réplique des forces occidentales qui ont pu déployer des missiles *Pershing II* et des missiles de croisière. Montrer

sa force et sa détermination ! Or, le GSsA a été fondé précisément à cette époque, alors que le danger était à son comble. C'est comme si un groupe prônait la suppression des sapeurs-pompiers en période de canicule alors que des feux de forêt menacent un village voisin. Quelques années plus tard, on a assisté à l'implosion de l'Union soviétique. La force et la volonté ont mené ceux qui étaient sur la défensive vers le succès.

Avec la chute du mur de Berlin, le Groupe pour une Suisse sans armée proclama la « paix perpétuelle » et déclara la fin de l'histoire et, par conséquent, la fin des armées. Trente ans plus tard, l'histoire nous a rattrapés avec une escalade du danger de conflit à l'échelle mondiale. En réaffirmant et en renforçant leur pouvoir, tous les Etats, y compris la Suisse, retrouvent leur force et leur volonté.

Aucun Etat européen n'entend supprimer son armée. Aucun Etat qui possède une armée digne de ce nom ne veut supprimer ses forces aériennes. Tous les Etats européens sans exception s'efforcent de dépenser davantage pour la défense et la sécurité. D'ailleurs, les dépenses des trente (!) Etats membres de l'OTAN avoisinent, conformément à la résolution, deux pour cent du produit intérieur brut (PIB). Actuellement ces dépenses oscillent entre un et deux pour cent. Et la Suisse ? Elle en est à 0,7% !

Si toutes les acquisitions nécessaires pour les Forces aériennes et les Forces terrestres sont réalisées ces prochaines années, ce chiffre passera à environ 0,8%. Cela signifie que la Suisse n'est nullement dans l'exagération. Notre contribution à la sécurité de l'Europe est minimale. Voici une citation tirée du papier de position d'octobre 2017 du PS suisse : « *La Suisse aussi doit apporter sa contribution à la sécurité en Europe.* » Dont acte.

Contrairement à ce que prétend le GSsA, il est tout à fait possible et même important de se comparer avec d'autres Etats européens, ce notamment pour évaluer notre situation. Nous ne sommes pas une île perdue au milieu de

l'océan. La Suisse est neutre aussi longtemps qu'elle n'est pas impliquée dans un conflit. Elle a besoin de partenaires et elle en recherche. Mais un partenaire qui s'est efforcé d'investir pendant des années des sommes importantes pour sa sécurité et qui, de ce fait, a contribué à la sécurité générale en Europe, n'acceptera pas de coopérer avec une Suisse qui ne s'est souciée que de son propre bien-être et qui a négligé ses efforts en matière de sécurité. Plus nous sommes forts, plus nous sommes dissuasifs et plus vite et mieux nous pourrons nous intégrer en cas d'urgence. Tel est le postulat de départ. C'est une manière de penser et d'agir stratégique. Enfin, cela signifie prendre ses responsabilités pour son pays et sa population.

Où et quand une situation conflictuelle pourrait-elle surgir?

Les scénarios sont innombrables et la vie nous apprend que celui qui se réalise n'est pas forcément celui auquel on s'attendait. Par conséquent, les principes sont les mêmes que pour la conclusion d'un contrat d'assurance : agir avec prudence et prévoyance. Ce n'est pas la discussion sur des scénarios qui compte, mais les moyens à disposition des forces armées. Et là, il n'est plus question de hallebardes, mais d'armes telles que l'infanterie, les blindés, l'artillerie, les avions de combat et les systèmes de défense aérienne. Toute armée digne de ce nom dispose de ces moyens et, bien entendu, de tous les éléments dont elle a besoin comme appui, notamment les systèmes de conduite, les drones de combat et d'exploration, la cybersécurité et les satellites. Ici aussi, l'expérience nous apprend qu'on ne peut pas jouer un système contre un autre, car ils se complètent. L'armée est un système global qui doit faire ses preuves dans une situation critique. Il est évidemment possible d'avoir recours à des parties de ce système comme appui en temps de paix. Mais l'armée ne peut pas être conçue pour servir en temps de paix, car sinon, elle ne pourra pas remplir sa mission en cas de guerre. Et c'est précisément cette idée fausse que colportent à l'envi les adversaires de l'avion de combat en prétendant qu'on n'en a besoin que pour le service de police aérienne. Or, la police aérienne est une mission de paix.

En poursuivant ce raisonnement fautif, on assume qu'une douzaine d'avions suffirait. Cette hypothèse contient deux erreurs : d'une part, les Forces aériennes, comme l'ensemble de l'armée d'ailleurs, doivent être opérationnelles en cas de conflit. En d'autres termes, plusieurs avions doivent être en l'air en permanence. Compte tenu des dimensions restreintes de notre espace aérien, il faut réagir dans les airs pour pouvoir intervenir à temps sur place. D'autre part, la disponibilité de la flotte est de 50 % au maximum pour un engagement se prolongeant dans la durée. Il s'agit d'une valeur empirique valable pour les flottes d'avions de combat du monde entier. Avoir quatre avions en vol en permanence équivaut à un facteur quatre uniquement pour cette seule mission. Mais un conflit exige entre autres des missions d'exploration et d'appui en faveur des Forces terrestres et de l'instruction. Il est donc évident qu'une douzaine d'avions de combat ne suffit pas. C'est pourquoi les petits Etats comme la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège en possèdent entre 35 et 55.

Quant à la Finlande, elle a acquis le F/A-18 C/D en même temps que nous, mais elle en a acheté 64 ! En l'état actuel de son évaluation, elle envisage de remplacer ses F/A-18 par 60 (!) nouveaux avions de combat. Une décision quant au type d'avion devrait être prise vers la fin de cette année.

« Il est faux de chercher des vraisemblances ; car nous autres êtres humains considérons comme invraisemblable ce que nous ne connaissons pas. En principe les scénarios vraisemblables sont les scénarios faciles. Par conséquent, nous devons interroger sur les scénarios dangereux. » (H. Bachofner, div à la retraite, CEMIO, 2000)

Développer un système moderne et performant prend du temps

Un téléphone portable d'une marque bien connue n'a-t-il pas connu récemment des problèmes d'explosion de batteries ? Qu'en était-il du retard de livraison de l'Airbus A-380, le plus grand avion long-courrier au monde ? Quelles difficultés ont amené à l'ajournement de la mise en service du Boeing-787 Dreamliner ? Pourquoi un Airbus A400M s'est-il écrasé lors d'un vol d'essai ? De quelle nature étaient les problèmes qui ont touché l'hélicoptère militaire européen NH-90 ? Et voilà que les partisans de l'abolition de l'armée voudraient nous dresser l'inventaire de tout ce qui n'est pas encore au point sur l'avion de combat le plus moderne et le plus performant au monde, le F-35, comme s'il s'agissait là d'un cas exceptionnel. Ce faisant, ils ignorent le fait que la technologie de pointe est très exigeante car elle doit répondre à des impératifs très élevés en matière de sécurité.

Si quelque 700 F-35 sont actuellement en service dans le monde, on peut raisonnablement dire que cet appareil est prêt pour la production en série. C'est aussi le cas lorsque l'Armée de l'air israélienne ne se bat qu'avec des F-35 produits en série, ou lorsque les Forces aériennes italiennes assurent le service de police aérienne au-dessus des Etats baltes et de l'Islande avec ses F-35. Des F-35 volent actuellement dans douze États et quinze armées de l'air du monde entier. Première superpuissance mondiale, les Etats-Unis prévoient d'en acquérir 2'500. Par conséquent, ce jet ne peut pas être un flop, mais le garant d'un engagement sûr dans les prochaines décennies avec toutes les nouveautés et modifications nécessaires. Lorsque des députés au parlement américain mettent la pression sur Lockheed Martin, son fabricant, c'est à l'avantage de la Suisse, car nous n'achetons pas le F-35 à son producteur, mais à l'Etat américain (Foreign Military Sales, FMS).

Toutes ces considérations ont convaincu sept Etats européens d'acquérir des F-35. La Suisse est donc la huitième nation et peut-être que la Finlande nous emboîtera le pas. Les coûts d'acquisition et d'utilisation des avions avec toutes les innovations et les améliorations dépendent directement du nombre de F-35 qui volent dans le monde. Actuellement, il y en aurait donc 3'300 ! Par conséquent, les Etats-Unis prennent en charge environ 70 % des coûts de chaque modification. Il est facile d'estimer la part des coûts assumée par la Suisse pour une flotte comprenant au total entre 300 et 700 avions. En résumé, le F-35 n'est pas

seulement l'avion le plus moderne et le plus performant, mais également le meilleur marché parmi les jets de combat qui ont été évalués.

La plupart des coûts sont toujours des frais de développement liés à l'augmentation de la valeur combative. La question essentielle consiste à savoir si on peut les amortir sur 3'000 ou sur 300 avions.

Un avion de combat fait partie d'un système global. Un avion de combat est une plate-forme polyvalente équipée de capteurs pour détecter les dangers et d'armes pour les combattre. Lorsqu'ils sont engagés, les jets ne sont pas en liaison avec les fabricants et les Etats constructeurs. La seule dépendance se situe dans les domaines de la logistique et de l'instruction. Les jets de combat modernes ne sont pas simplement des avions. Ils font partie d'un système complexe d'information et de communication dont les données sont transmises sous une forme cryptée. Le pilote doit amener physiquement à l'avion sa planification d'engagement sur un support de données externe. Ainsi la protection des systèmes est plus efficace lorsqu'elle est coordonnée que lorsqu'elle est réalisée de manière isolée. Vu sous cet angle, la Suisse mène un faux débat sur l'autonomie d'un système en réseau au lieu de discuter des avantages de la collaboration.

Lors de phases de tensions accrues, les FA contribuent à tenir notre pays à l'écart des conflits armés. En cas d'attaque, elles défendent l'espace aérien et appuient nos propres troupes au sol avec la défense sol-air. Dès lors, il est également possible de coopérer avec d'autres forces armées.

Dans son programme (page 45, pt 5), le Parti socialiste suisse milite pour la suppression de l'armée. Jusqu'à ce que cet objectif soit atteint, l'Armée suisse doit réduire massivement ses effectifs et se restructurer. C'est pourquoi le PS continue à manipuler ses électeurs avec la fiction de la paix perpétuelle tout en étant fortement soutenu par divers médias. Depuis les années 1990, les dépenses du DDPS ont en réalité constamment diminué parce que les partis bourgeois ont également fixé d'autres priorités. D'où le besoin actuel de rattrapage, comme c'est d'ailleurs le cas pour presque toutes les armées d'Europe occidentale.

Le GSsA contre les Etats-Unis

Le Groupe pour une Suisse sans armée veut abolir l'armée ; il s'oppose donc à toute acquisition qui lui est destinée. Il s'en prend en particulier aux Américains en formulant des reproches à leur endroit tels que l'hégémonie, la dépendance quant aux achats, la situation géopolitique catastrophique de ces vingt dernières années et même l'engagement d'armes atomiques lors de la Deuxième guerre mondiale. Dans le texte d'Adi Feller, GSsA, Stratos 2-21, Forum, il n'est fait mention nulle part du fait que les Etats-Unis sont venus au siècle dernier à deux reprises au secours de l'Europe en sacrifiant des soldats par milliers. Ils ont libéré de nombreux Etats asiatiques du joug japonais au prix d'immenses pertes humaines. Aucun Etat asiatique ni européen n'a subi l'occupation américaine. Au contraire,

les États-Unis ont contribué de manière extraordinaire à la reconstruction en Europe occidentale (en particulier en Allemagne de l'Ouest) et en Asie (spécialement en Corée du Sud et au Japon). Voilà plus de 70 ans qu'ils ont déployé un parapluie nucléaire au-dessus de l'Europe, lequel protège également la Suisse sans contrepartie. Pendant la guerre des Balkans des années 1990, l'Europe a dû être soutenue parce que les Etats européens étaient trop faibles. Et les Etats-Unis sont la seule puissance capable de tenir en échec la Russie et la Chine, ce dont l'Europe et la Suisse peuvent à leur tour profiter.

Le fait que les Américains ont vingt ans d'avance sur les Européens dans la technologie des armements n'a rien d'étonnant. Contrairement à l'Europe, les Etats-Unis ont toujours dépensé de l'argent dans ce domaine et, actuellement, ils financent aussi l'OTAN à hauteur de 80 %.

Dans son allocution à l'occasion de la Conférence des ambassadeurs et ambassadrices, à Berne, le 25 août dernier, la cheffe du DDPS a déclaré :

«... C'est évident, la situation internationale est devenue plus instable et plus imprévisible. L'évolution des dernières semaines en Afghanistan est un autre exemple de la rapidité avec laquelle la situation peut changer et de la portée des conséquences qui en découlent. Une tendance générale révélatrice de ce phénomène est le durcissement de la concurrence entre grandes puissances et puissances régionales.

On se bat pour des sphères d'influence. Cependant, outre des intérêts des puissances, il s'agit également de modèles économiques et de société ainsi que de suprématie technologique. La rivalité entre les Etats-Unis et la Chine figure au premier plan. Mais la Russie et des puissances régionales comme la Turquie, l'Arabie saoudite ou l'Iran cherchent à imposer leurs intérêts avec toujours plus d'énergie.»

Dans le même temps, la situation aux confins de l'Europe est devenue plus instable. Le risque de conflits violents s'est accru. C'est ce que nous avons vu lors de la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Ce conflit et d'autres ont montré que des moyens militaires conventionnels continuent à jouer un rôle important et que les forces armées sont de plus en plus enclines à les utiliser.

Mais si nous prenons un peu de recul pour nous faire une idée générale de la situation, nous constatons que les tensions internationales sont de plus en plus fortes et que l'éventail des risques est toujours plus large. Cependant, une attaque armée contre la Suisse reste peu probable dans un proche avenir. Mais une telle attaque aurait des conséquences si graves qu'on ne peut pas négliger un tel scénario.

Il se pourrait également que la Suisse soit contrainte de remplir son devoir de neutralité et d'empêcher une utilisation militaire de son territoire ou de son espace aérien. Le fait que la Suisse ne soit pas impliquée dans un conflit pourrait donc s'avérer décisif.

Pour conclure, j'en viens à un autre thème d'actualité : l'achat des nouveaux avions de combat. Il est clair que le Conseil fédéral a mené la discussion sur une large base et en ayant pris connaissance de toutes les informations et réflexions importantes. Cette affaire a été également préparée avec tout le sérieux nécessaire et d'une manière exhaustive. Nous avons également analysé, en étroite collaboration avec le DFAE et d'autres départements, les possibilités de renforcer nos relations avec les trois pays concernés sous l'angle de la coopération en matière de politique de sécurité.

Depuis le début, la communication destinée au public et avec les trois Etats soumissionnaires et selon laquelle des considérations politiques pouvaient réellement jouer un rôle quant à la décision sur le type d'avion a été cohérente et transparente. Par ailleurs, il était clair que de tels aspects pouvaient s'avérer décisifs au cas où les résultats de l'analyse coût/utilité seraient serrés. Par conséquent, le rapport d'évaluation contenant cette analyse a été à la base de la décision quant au type d'avion et cela était également connu.

Toute autre manière de procéder n'eût pas été prise au sérieux et eût remis en question la crédibilité et l'utilité de ce long processus d'évaluation.

Le résultat de l'analyse coût/utilité a penché clairement en faveur du F-35A et ce avec un écart considérable par rapport à ses concurrents. Par conséquent, il n'a pas fallu absolument en tenir compte, mais les faits sont là. Certains peuvent le déplorer, mais ça ne change rien.

Dans sa prise de décision, le Conseil fédéral n'a pas pu purement et simplement ignorer la clarté de ce résultat et l'invalider pour des raisons politiques. C'est pourquoi il a pris sa décision après des débats animés et sur la base des faits en sa possession... »

Notre population doit avoir son mot à dire

Cela correspond évidemment à notre système politique de démocratie directe. Curieusement, les détracteurs de l'armée ne l'exigent que lorsqu'il s'agit d'acquérir des avions de combat. Toute autre acquisition pour l'armée n'est manifestement pas assez attrayante pour en tirer profit du point de vue politique. Mais la situation devient grotesque lorsqu'on exige que la population se prononce sur le type d'avion. Ce n'est pas seulement déloyal, mais c'est également immoral à l'égard des citoyennes et des citoyens. Personne ne veut intervenir auprès des CFF pour leur dire quel type de locomotive ils doivent acheter.

Dans la ligne de mire des abolitionnistes, il n'y a pas un seul système mais le système dans son entier. Le DDPS (qui s'appelait alors DMF) a tiré les enseignements nécessaires de l'acquisition des *Mirage* il y a 60 ans. Cent dix *Tiger F-5 E/F* américains ont été introduits avec succès dans le cadre budgétaire fixé. Trente-quatre *F/A-18 C/D* américains ont été introduits avec succès pour un montant 400 millions inférieur au cadre budgétaire. Par conséquent, voilà plus de 40 ans que l'armée engage avec

beaucoup de succès des avions de combat américains. La collaboration avec les Etats-Unis a largement fait ses preuves.

L'activisme du GSsA contribue à déstabiliser notre pays, à mettre à mal notre crédibilité sur le plan international, à affaiblir les processus démocratiques dans notre pays et, dernière conséquence, à abolir l'armée. On peut débattre de la question de savoir si le peuple suisse préférerait par exemple déléguer à l'OTAN la responsabilité de la sécurité de notre pays et ce que ce service nous coûterait. On ne parle alors pas seulement de 0,7% de notre PIB, mais de 2% soit à peu près le triple ; et il n'est pas certain qu'on nous vienne en aide dans les moments décisifs. Et comme l'a déclaré la conseillère fédérale socialiste Simonetta Sommaruga lorsqu'il s'est agi de nous livrer des masques de protection au début de la pandémie : « *En période de crise, chacun pense d'abord à soi-même !* »

Depuis plus de 200 ans, la politique étrangère de la Suisse est basée sur le principe de neutralité armée. Notre armée de milice, associée à notre volonté de défense, a entre autres contribué de manière essentielle à ce que nous soyons le seul pays d'Europe à ne pas avoir subi de conflit armé sur son territoire pendant plus de 170 ans. C'est un fait unique et notre reconnaissance est grande envers toutes les citoyennes et tous les citoyens qui, pendant si longtemps, se sont impliqués avec un grand engagement pour notre pays tout en gardant à l'esprit que la force et la volonté sont des conditions essentielles pour la sauvegarde de notre sécurité, de notre liberté et de notre indépendance.

M. G.

PLUS HAUT. PLUS VITE. PLUS SÛR. SUPÉRIORITÉ AÉRIENNE ET SOUVERAINETÉ DES DONNÉES.



WE MAKE IT **FLY**

L'Eurofighter est l'avion privilégié des forces aériennes européennes. Conçu par quatre nations partenaires, il assure indépendance et autonomie. Les excellentes performances de l'Eurofighter offriront une protection éprouvée à la Suisse. Il garantira son indépendance opérationnelle et la souveraineté de ses données.

Sécurité. Autonomie. We make it fly.*

*Nous faisons voler.